

Convention collective

IDCC : 9471. – EXPLOITATIONS AGRICOLES

(Lot-et-Garonne)

(29 janvier 2015)

(Étendue par arrêté du 17 mars 2017,
Journal officiel du 28 mars 2017)

AVENANT N° 1 DU 18 SEPTEMBRE 2019

NOR : *AGRS1997239M*

IDCC : 9471

Entre :

Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de Lot-et-Garonne ;

Syndicat départemental des entrepreneurs de travaux agricoles, des entreprises des territoires de Lot-et-Garonne ;

Fédération départementale des CUMA de Lot-et-Garonne,

D'une part, et

Syndicat général agroalimentaire – Confédération française démocratique du travail SGA CFDT de Lot-et-Garonne ;

Fédération générale des travailleurs de l'agriculture FGTA FO section agriculture ;

Syndicat national des cadres d'exploitation agricole CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Après avoir échangé sur la situation économique et sociale de secteur agricole dans le département de Lot-et-Garonne, exposé la situation des entreprises et des salariés, chaque partie ayant fait valoir ses analyses et ses demandes, discuté et pris en compte les données présentées lors de la négociation, les partenaires sociaux ont décidé de rapprocher leurs points de vue et de signer l'avenant suivant :

Article 1^{er}

L'annexe « Salaires horaires » prévue à l'article 34 de la convention collective est modifiée comme suit :

COEFFICIENT	TAUX HORAIRE
Niveau I Échelon unique	10,03 €
Niveau II Échelon 1	10,17 €
Niveau II Échelon 2	10,23 €

COEFFICIENT	TAUX HORAIRE
Niveau III Échelon 1	10,34 €
Niveau III Échelon 2	10,53 €
Niveau IV Échelon 1	10,74 €
Niveau IV Échelon 2	10,93 €

L'annexe « Salaires horaires des cadres » prévue à l'article 80 de la convention collective est modifiée comme suit :

COEFFICIENT	TAUX HORAIRE
Groupe III Échelon A	11,24 €
Groupe III Échelon B	12,03 €
Groupe II Échelon A	13,47 €
Groupe II Échelon B	15,87 €
Groupe I	17,85 €

Article 2

Les partenaires sociaux conviennent de se fixer un objectif de revalorisation régulière des salaires horaires pour aboutir à des taux horaires semblables aux taux observés dans les départements voisins aux productions agricoles identiques.

Les négociations tendront également vers une harmonisation des écarts entre échelons.

Article 3

Dans la mesure où la présente convention a vocation à s'appliquer auprès notamment des petites entreprises, les partenaires sociaux estiment que ces dispositions leur sont particulièrement applicables et qu'ils répondent ainsi à l'obligation de l'article L. 2261-23-1 du code du travail.

Article 4

Les partenaires sociaux manquent de données d'état des lieux sur l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes en matière de rémunération. Ils demandent aux partenaires ad hoc les données en matière d'écart de rémunération.

Article 5

Les dispositions du présent avenant prennent effet à compter du 1^{er} jour du mois qui suit la publication de l'arrêté d'extension.

Article 6

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Agen, le 18 septembre 2019.

(Suivent les signatures.)